

## Les États généraux de l'information déploient la consultation citoyenne chez les marchands de journaux

Les États généraux de l'information ont lancé le 3 octobre dernier avec le Conseil économique, social et environnemental (CESE) une grande consultation citoyenne qui s'achèvera le 19 novembre et qui doit permettre de recueillir la parole, le point de vue, les idées des citoyens. Les synthèses de cette consultation seront remises aux groupes de travail des États généraux afin de nourrir leurs travaux. Les arbitrages finaux seront explicités aux participantes et participants. Ces synthèses seront par ailleurs mises à disposition du public. Des journées délibératives seront également organisées par le CESE en février pour 100 citoyennes et citoyens tirés au sort parmi les participants qui seront invités à approfondir les pistes de réflexion issues de la consultation en ligne et à formuler des recommandations. Plus de 2 000 personnes ont déjà contribué à ce jour.

Afin de faire connaître cette consultation sur l'ensemble du territoire, les États généraux de l'information se sont associés aux acteurs de la filière qui se sont mobilisés pour déployer une affiche relayant la consultation chez les marchands de journaux, maillons essentiels de la liberté de la presse. Avec leurs 21 000 points de vente, ils jouent en effet aujourd'hui un rôle essentiel dans la diffusion et la vente de la presse auprès du public et représentent autant d'espaces de démocratie et de culture dans les territoires.

Daniel Panetto, Président de Culture Presse, annonce : « *Nous sommes fiers de soutenir cette campagne sur le droit à l'information, et de contribuer, dans nos points de vente, au combat pour la liberté d'informer. J'appelle les jardiniers de la démocratie que sont mes confrères à manifester plus que jamais leur attachement à ces valeurs en tant qu'acteurs de l'accès à une information juste et vérifiée, et les invite à se mobiliser en affichant cette consultation citoyenne.* »